

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

24 AU 30 NOVEMBRE 1994

N° 976

10,00 F

LA GRÈVE À GEC-ALSTHOM

IL N'Y A QU'UNE SEULE « REPRISE » QUI COMPTE : CELLE DES LUTTES !



LE 24 OCTOBRE, à GEC-Alsthom (dont le PDG, Pierre Suard se ramasse 1,8 million de francs par mois !), à Belfort, une quarantaine d'ouvriers, jeunes et payés à coup de lance-pierres, bloquent les portes de l'usine et amorcent le mouvement de grève. Le mouvement prendra à Rouen, au Havre, à La Courneuve...

A Belfort, les piquets de grève sont maintenus, malgré la « consultation » organisée le 16 novembre par la direction, et où, selon cette dernière, 56,7% des « suffrages exprimés » souhaitaient la reprise du travail. Cela faisait longtemps que nous n'avions vu une telle combativité ! La revendication ? Des augmentations de salaires uniformes : 1 500 F pour tous. Par ce type de revendication, le conflit n'en est que plus intéressant : en effet, une augmentation en pourcentage reproduit intégralement les inégalités de salaires au sein de l'entreprise. Par contre, 1 000 ou 1 500 F pour chaque salarié, cela va dans le sens d'une égalisation et chacun compte pour un dans la lutte. C'est bien une aspiration à plus de justice sociale et à l'égalité

économique que l'on doit reconnaître dans ce mouvement.

Un regain des conflits sociaux — La grève d'Alsthom n'est pas un phénomène isolé, loin s'en faut : quatre semaines de conflits très durs à la Sochata (filiale de la Snecma, aéronautique) à Châtelleraut. Là aussi la revendication est unitaire et uniforme : 500 F d'augmentation et une prime de 5 000 F par an. A

Un reprise valable pour le seul capital

Péchiney Dunkerque, c'est 1 000 F, et la direction cédera sur 450 F. On peut encore citer les conflits de Radio-France, de Rabewerk (matériels agricoles), de Martell à Cognac, du groupe Arbel-Fauvet Rail à Lille, du quotidien *Sud-Ouest*, de l'usine Jaeger à Caen (composants automobiles), de EDF-GDF à Saint-Etienne où 1 000 travailleurs ont bloqué les compteurs au tarif de nuit, en plein jour !

La reprise... des profits — Après s'être recroquevillée sur la seule « défense de l'emploi », les revendications portent de nouveau sur les salaires. Cela peut facilement se comprendre : de partout, on nous annonce que de grands groupes vont mieux. C'est, par exemple, le cas de Sextant Avionique, Rhône-Poulenc, du Club Méd, du groupe LVMH qui voit son chiffre d'affaires augmenter de près de 17% sur les neuf derniers mois.

Les cures d'« assainissement » mises en œuvre par des entreprises comme Uniroyal ou la Compagnie générale maritime (la CGM envisage la suppression de 298 emplois) ne doivent pas nous leurrer : les profits et les chiffres d'affaires sont là ; la balance du commerce extérieur affiche un excédent record ; la production industrielle a progressé de 3% au deuxième trimestre (contre 0,9% au premier). Et c'est en faisant le calcul des gains de bénéfice réalisés par « leur » entreprise que les salariés d'Alsthom ont explosé !

La grève — Les patrons se croient tout permis : par exemple, le simple fait de se faire payer des jours d'essai ou de refuser des heures supplémentaires relève de l'exploit ! Pour leur faire ravalier leur suprême arrogance, le premier acte de lutte est bien de se

(suite p. 3)

IL SE PAYE MA
TÊTE...



... AVEC MON
SALAIRE !!!!

L'Algérie et son avenir

OU VA L'ALGÉRIE ? Pour répondre à cette question, il faut voir ce que sont les raisons historiques de l'apparition du courant islamique sur le devant de la scène politico-idéologique dans les pays dits musulmans, le rapport de l'islam avec le capitalisme et la démocratie et, enfin, la situation politico-économique actuelle de l'Algérie.

Le courant islamique : le fruit de deux échecs — A ceux qui expliquent la montée en force du mouvement islamique par l'idéologie et la

culture (en disant que l'islam fait partie intégrante de l'identité historique des peuples de ces pays et, par conséquent, est quelque chose d'inévitable et d'éternel) il faut montrer les livres de l'Histoire. L'islam, bien que présent dans la vie politique de ces pays, n'a jamais eu une place et un rôle aussi important qu'il a aujourd'hui. Il faut chercher, donc, les raisons de cette montée de l'islam non pas dans une histoire idéologico-culturelle millénaire, mais dans les évolutions politiques de ces dernières décennies.

Le nationalisme pro-occidental (partisan du capitalisme de marché) et le nationalisme pro-soviétique (cherchant à instaurer le capitalisme d'Etat) étaient les deux courants politico-idéologiques importants de l'après Seconde Guerre mondiale dans les pays du tiers monde. Ces deux courants se sont montrés incapables à satisfaire les nouvelles revendications des peuples de ces pays, apparus avec le développement de l'économie capitaliste dans ces sociétés.

(suite p. 5)

INCREDIBLE
ANARCHO-SYNDICALISME
« LE SPECTRE
DU BOOKCHINISME »
P. 8

T 2137 - 976 - 10.00 F



F.P. 2520

Worker's Solidarity Movement et le cessez-le-feu de l'IRA

BIENVENUE à la trêve proclamée par l'IRA ! Dans les dernières vingt-cinq années, plus de 3 000 personnes ont été tuées, plus de 4 000 blessées. Des milliers d'autres ont été ou sont incarcérées. La responsabilité de tous ces morts et de toutes ces souffrances incombe à l'Etat britannique. A ce jour, aucun cessez-le-feu n'a été proclamé, ni par les Britanniques ni par les forces paramilitaires loyalistes unionistes [Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, NdIR]. Depuis l'annonce de la fin de la campagne militaire de l'IRA (le 31 août 1994), les loyalistes ont miné un bureau du Sinn Fein et déposé une bombe dans le train Belfast-Dublin (le 12 septembre 1994), acte revendiqué par les extrémistes de l'Ulster Volunteer Force, qui fit deux blessés. Dans de telles circonstances, le cessez-le-feu décrété unilatéralement par l'IRA, n'apportera pas la paix et encore moins la justice.

L'emploi des armes a été en effet réintroduit, vingt-cinq ans auparavant par l'Etat britannique et ses différentes structures, dans la politique qu'il conduisait en Irlande du Nord. Il est significatif alors que les premières tueries commises, le premier attentat à la bombe effectué, la mort du premier enfant relèvent de la responsabilité des forces britanniques et loyalistes, celle-ci n'ait pas encore déposé les armes. Armes qu'ils prirent, il y a vingt-cinq ans, pour écraser le mouvement pacifique pour les droits civiques, mouvement formé pour obtenir l'égalité des droits entre catholiques et protestants.

Depuis, certaines réformes ont pu être obtenues de l'Etat britannique, ainsi les mesures de discrimination dans l'industrie du bâtiment ont été supprimées ou tout au moins minées dans leurs fondements législatifs. D'autres concessions peuvent avoir été obtenues en échange du cessez-le-feu avec l'IRA. Mais les racines du système même de discrimination sont encore mises en évidence, par le simple fait qu'un catholique a deux fois et demi plus de « possibilité » de rester au chômage qu'un protestant. Un militant de gauche pourra voir dans le cessez-le-feu proclamé par l'IRA une liquidation. Pas

« La Grande-Bretagne était imbattable militairement... »

nous. Les stratégies politiques du nationalisme ont toujours conduit à un compromis avec l'impérialisme, seuls ont pu penser différemment ceux qui s'étaient fait des illusions sur le virage à gauche des républicains. Il était clair, depuis dix ans, et cela jusque dans les rangs républicains, que la lutte ne mènerait à rien. La Grande-Bretagne était imbattable militairement, et le Sinn Fein ne pouvait étendre son électorat, ni au nord, ni au sud. Au vu des accords passés, au Salvador, en Afrique du Sud, en Palestine, la question pour l'Irlande n'était pas de dire « si », mais « quand » arriver à un tel accord. En substance, l'actuel accord avec le capitalisme international, est une des portes de sortie active du nationalisme mais c'est aussi la conclusion logique de la stratégie républicaine. Pendant de longues années, le gouvernement britannique a semblé plus intéressé par une victoire, même étroite, que par la paix, et tentait de démontrer qu'il ne céderait pas ; essentiellement pour des raisons de prestige. Aujourd'hui, il semblerait que les bombes placées dans le City de Londres, et les obus de mortiers tombés sur l'aéroport d'Heathrow, couronnement de la campagne militaire de l'IRA, aient convaincu une grande partie du gouvernement britannique d'accepter le dialogue avec celle-ci. Albert Reynolds, Premier ministre d'Irlande (Eire), était pressé de se présenter dans les vingt-six comtés, comme le premier messager de la paix en Irlande. Le jour de l'annonce du cessez-le-feu, il est apparu à la télévision,

et au cours d'une écoeuvante émission, il a expliqué comment le pays était maintenant devenu un endroit sûr pour les enfants. L'Official Unionist Party (OUP) — le plus modéré et le plus ouvert des partis du Nord — et toutes les autres factions seront favorables, même si c'est à contre cœur, à ce cessez-le-feu ; hormis l'extrême droite du Democratic Unionist Party (DUP) du pasteur Ian Paisley [ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, NdLR], sans parler des escadrons de la mort, qui, en perpétrant des crimes contre les catholiques, manifesteront leur désaccord avec cette ligne politique. Reste à clarifier avec le gouvernement britannique ses responsabilités dans cet accord. Le minimum a demander devant être celui-ci : libération anticipée des prisonniers politiques ; révision de la loi de 1920 sur le gouvernement de l'Irlande (celle prévoyant la souveraineté de Londres sur les six comtés de l'Ulster) cela de façon à permettre l'union (avec le sud), dans le cas d'une majorité favorable parmi les électeurs du nord, l'acceptation du Sinn Fein comme interlocuteur direct. « Le processus de paix » ne donnera pas naissance à une Irlande socialiste unifiée ou à des améliorations significatives, hormis celles liées directement au processus de démilitarisation.

Ce cessez-le-feu renforce le nationalisme traditionnel et redonne également vigueur au projet d'alliance entre tous les nationalismes : Fianna Fail (du Premier ministre d'Irlande, Albert

« La fin de la lutte armée [...] ouvre des possibilités concrètes pour une pratique révolutionnaire. »

Reynolds), le Socialist Labour Party (premier interlocuteur du Sinn Fein au Nord), le Sinn Fein lui-même, sans oublier l'Eglise catholique. Pour les travailleurs protestants, le processus de paix n'est guère attirant. Les communiqués des républicains ont, jusqu'à ce jour, mis l'accent sur la nécessité de l'émergence d'une figure politique semblable à celle de De Klerk en Afrique du Sud, pour pouvoir amener les protestants à conclure un accord. James Molyneux, leader du OUP, peut jouer ce rôle si la trêve perdure. Ces différents débats ne doivent pas nous surprendre, ils sont à la base du nationalisme. La trêve nous permettra de faire entendre plus facilement nos motivations à

ceux qui, au Nord, ont placé leurs espérances soit dans le républicanisme, soit dans l'apparence gauchiste de celui-ci [Comme par exemple l'INLA, NdIR] ou bien encore dans un soutien aux combattants. Selon l'évolution de la situation, notre intervention auprès des travailleurs protestants pourra devenir plus ou moins facile. Une intervention impossible jusqu'à aujourd'hui, notamment à cause des escadrons de la mort. Ceux-ci n'hésitant pas à attaquer ou même à tuer les socialistes révolutionnaires ou les anarchistes qui essayaient de travailler dans leur communauté tout en conservant une position anti-impérialiste (1).

La fin de la lutte armée, vue par certains comme sectaire, démolitrice par d'autres, ouvre des possibilités concrètes pour une pratique révolutionnaire. Cependant, les forces de gauche, en général, et le mouvement anarchiste, en particulier, sont trop faibles pour pouvoir obtenir des résultats significatifs dans un futur proche. Si la paix devait durer, les prochaines années seraient pour nous un véritable test, pour la mise en place d'une pratique alternative face aux systèmes des patrons du nord comme du sud. Nous sommes cependant conscients qu'il y a vingt-cinq ans, les forces armées britanniques ont anéanti une expérience beaucoup plus modeste que celle que nous proposons maintenant. Nous savons aussi que le sectarisme fut l'arme préférée de ceux qui voulaient absolument ruiner toute possibilité d'unité entre travailleurs du nord, et pour détruire également toutes pratiques révolutionnaires. Si nous arrivons à construire une alternative révolutionnaire, alors l'Etat cherchera à déchaîner ses forces contre nous. Facé à une telle attaque, seule une action de masse et non l'action d'une petite élite armée sera en mesure de répondre. La fin de la lutte armée ne doit pas être simplement inscrite dans l'Histoire. Pas plus que le thème de la division ne peut être estompé dans le but d'obtenir la faveur des travailleurs protestants. Il serait en effet possible, pendant une brève période, de construire une unité de façade des travailleurs en se basant sur des thèmes économiques, en évitant de mentionner les divisions politiques de l'Ile, mais cette unité ne serait pas stable à long terme. Nous avons vu, il y a quelques années,

comment des tentatives pour instaurer des instances permettant l'unité de la classe ouvrière, et qui impliquaient un grand nombre de personnes, ont été emportées par le bigotisme. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est un mouvement révolutionnaire appuyé sur de solides pratiques anti-impérialistes et composé de travailleurs issus des backgrounds, tant protestants que catholiques. Le vrai test pour la gauche, vis-à-vis de la trêve, viendra quand il lui faudra assumer une dimension internationale. Partout, dans le monde, la gauche autoritaire s'est effondrée à cause de l'inadéquation de ses idées.

Construire un ou plusieurs mouvements révolutionnaires en Irlande est pour les anarchistes la répétition d'un même défi déjà entrepris dans de nombreux endroits dans le monde. Notre réussite dépendra de notre capacité à convaincre un maximum de gens de la justesse de nos idées, de notre capacité à démontrer la possibilité de la victoire par la lutte et de notre capacité à donner aux gens la confiance qui leur permette de changer la société. Ceci étant l'unique chemin qui puisse conduire à une paix durable et juste. ♦

WORKER'S SOLIDARITY MOVEMENT
(traduit d'« Umanita Nova »
n° 26, du 25 septembre 1994)

(1) Escadrons de la mort qui ne semblent pas avoir désarmé à ce jour.

GRANDE-BRETAGNE
Le
TROOPS OUT MOVEMENT
organise une
CONFÉRENCE
sur le thème suivant :
« IRLANDE,
LES POLITIQUES DE PAIX »
SAMEDI 26 NOVEMBRE
10 h - 17 h 30
à
l'University of London
Student Union
Malet Street
Londres WC1
...
« Troops Out Movement »
BM TOM
London WC1N 3XX

IVRY-sur-SEINE
Samedi 26 novembre
18 h 20
CONCERT
avec
OÏ POLLOÏ
et **KOCHISE**
et information
sur
le Criminal Justice Bill
(loi sécuritaire britannique)
au **Tremplin**
3, rue Raspail
(M° Mairie-d'Ivry)

LES 11, 12 ET 13 NOVEMBRE EN VALLÉE D'ASPE

No Pasaran ?

Radio Libertaire (89.4)
 « Humeurs Noires »
 jeudi 24 novembre
 15 h - 16 h 30
 « La Politique
 autrement »
 avec Serge Livrozet
 et Charles Lorient

**Il n'y a qu'une
 seule « reprise »
 qui compte :
 celle des luttes !**

(suite de la « une »)

mettre en grève, partout où nous en avons la possibilité, dès que nous en avons l'occasion ! Et comme le dit Sébastien Basson dans le ML précédent, c'est bien au portefeuille qu'il faut taper d'abord le patronat !

La « Gymnastique révolutionnaire » — Si nous affirmons, ici, notre entier soutien aux grévistes (excepté les matons, cela va sans dire !), notre intention est également de dénoncer les illusions entretenues par la « gauche » syndicale.

Pour FO, la CFDT ou la CGT (qui, soit dit en passant, ont presque à chaque fois pris le « train en marche ») les augmentations de salaires doivent, en quelque sorte, « se suffire à elles-mêmes ». Les mouvements de grève devraient, selon eux, se limiter à réclamer des « salaires plus convenables », permettant « une relance de la consommation [...] condition sine qua non de la reprise économique ».

Allons donc ! D'une part, nous savons que dans une économie hautement mondialisée, c'est avant tout les exportations qui comptent. L'état du marché intérieur et les ralentissements de la consommation n'inquiéteront que les PME « nationales », mais certainement pas les grands groupes capitalistes. D'autre part, il s'agit bien de savoir ce que nous voulons. Sur le fond, trouvons-nous acceptable le principe du salariat ? C'est-à-dire d'être forcés de trimer pour les propriétaires de capitaux, qui nous privent d'emblée de la maîtrise de notre travail (de son organisation, de sa finalité) et surtout des outils et des biens que nous avons nous-mêmes produits ? Pour notre part, nous avons tranché : il ne peut y avoir de salaires « justes », car le régime du salariat est indissociable de l'exploitation !

Si le premier acte de la lutte de classes doit consister à arracher aux patrons leurs profits, c'est leur expropriation et la socialisation des moyens de production qui sont nos buts !

Pour conclure, rappelons qu'à l'époque de la CGT du début du siècle, les anarchistes avaient popularisé l'idée de la grève comme « gymnastique révolutionnaire ». Une expression qui est peut-être déjà ancienne, mais qu'il s'agit de remettre au goût du jour ! ♦

RÉGIS
 (gr. Kronstadt - Lyon)

LA LUTTE EN VALLÉE D'ASPE contre le tunnel du Somport et l'axe E7 dure depuis 5 ans. En août 1994, est créée la Coordination autonome des comités Somport. Soucieuse de proposer un discours plus cohérent et des actions plus radicales et plus soutenues que ne le faisait le Collectif (1) qui chapeautait un temps la lutte. La coordination lia clairement l'action à un discours antiproductiviste, anticapitaliste, antimilitariste (le Collectif s'étant peu démarqué des tentatives d'entrisme des néofascistes de Nouvelle Résistance), et à une pratique de la démocratie directe. Par ailleurs, la coordination est consciente du caractère limité de la lutte en vallée même : les Aspois anti-tunnel réellement actifs sont minoritaires, la grande majorité voit d'un bon œil l'« aménagement » de la vallée ; et l'occupation militaire permanente y réduit considérablement les possibilités d'action.

C'est néanmoins dans la vallée que s'est déroulé le premier rassemblement appelé par la coordination les 11, 12 et 13 novembre. De nombreux militants anars, se retrouvant sur ses mots d'ordre, avaient fait le déplacement. Le vendredi après-midi, se tint une réunion-débat qui s'orientait rapidement sur une remise en cause du programme du week-end, décidé par quelques comités Somport du sud de la France (Samedi : chaîne humaine, puis assemblée générale sur l'action du dimanche matin, encore indéfinie). Pour beaucoup, dont nous faisons partie, la marche vers le tunnel était l'action primordiale du week-end ; si l'action se passait comme prévu, le

dimanche, tous ceux qui venaient de loin ne pouvaient y participer. La discussion est ensuite partie sur différents thèmes comme violence-non-violence, les enjeux de la lutte, l'anticapitalisme... débat houleux où nous avons été témoins des premières manipulations : un certain nombre d'individus ont tout fait pour que l'on ne remette pas en cause le programme pré-établi. Il n'y a pas eu de réelles discussions politiques. Le lendemain matin, les radicaux se

**De profondes divergences
 entre « légalistes »
 et « illégalistes » à aplanir**

sont retrouvés isolés par les insultes, le mépris affiché pour certains et l'incompréhension pour les autres. L'AG s'est transformée en compte rendu des actions des comités locaux. De nouveau, toute discussion politique a été écartée. Dans l'« empressement » la chaîne humaine de 15 heures est maintenue. A 14 h 30, les anarchistes ont relancé une AG sauvage sur les thèmes théoriquement à la base du rassemblement : anticapitalisme, vallée sous loi d'exception pour 3 jours par arrêté préfectoral... Une demi heure plus tard, le débat avortait pour la chaîne humaine. Elle se déroula, dans le calme, la joie, les champs détremés, la pluie, et les terrains dûment délimités par l'Etat et l'armée : hors de question de leur faire de la peine. A 19 heures, après de douteuses tentatives de repousser l'heure du débat (pour l'éviter ?) l'AG eut finalement lieu. Petit à petit, une réelle discussion de fond remplaça le

magma stérile qui régnait depuis le début du week-end. Il s'avérait clair, pour nous, que la discussion n'était plus entre « enragés » violents et « mous » baba-cool, mais entre « illégalistes », partisans de sortir des terrains délimités par la préfecture, et les « légalistes » soucieux de ne pas heurter les sensibilités locales et effrayés à l'idée de la confrontation avec les forces de l'ordre.

Finalement, et après beaucoup d'efforts, les « illégalistes » émettent l'idée d'une manifestation sur la Nationale (interdite) vers le chantier du pont d'Esquit (*idem*) le dimanche matin, très tôt. Il s'agissait, par un acte conscient de désobéissance civile, de reconquérir le droit de manifester et de faire comprendre à l'Etat que les luttes contre lui n'avaient pas à être limitées par lui. Cette manif eut lieu, avec provocations policières, jets de lacrymo... et se solda par 6 arrestations (tous relâchés dans la journée). Dans le même temps, le village de Bedous était occupé militairement, ce qui était un autre de nos objectifs...

Les discussions de ce week-end ont permis à un certain nombre de gens de se comprendre et de se respecter malgré les profondes divergences, dont personne n'était vraiment

conscient au départ. Pour tous, c'était la première fois qu'un tel débat avait lieu. Les actions ont été assumées par tous, et il était clair que ses suites l'auraient été en cas de problèmes graves (emprisonnement, procès...). Mais pour la plupart d'entre nous, il ne peut y avoir de suite à ce combat que si les actes sont effectivement (et pas seulement théoriquement) déterminés et radicaux en vallée d'Aspe ou ailleurs. Il est en effet assez dur pour nous, conscients des intérêts en jeu, de savoir que sur place, nous ne sommes et ne seront probablement jamais suivis. Ce projet est européen, la lutte doit l'être.

Une prochaine journée d'action concertée doit avoir lieu le 17 décembre dans toute la France (sur les préfectures, les entreprises et leurs chantiers, la DDE, les ministères...). ♦

PASCAL (gr. Ubu - Paris)
ERIC (SCALP-Réflex)
BRUNO (Comité Somport Ile-de-France)
JÉRÔME et PATRICIA
 (anarchistes individuels et individualistes)

(1) Collectif Alternatives Pyrénéennes à l'axe E7.

PARIS

Violences policières dans le cadre de la lutte pour le droit au logement

Le mercredi 16 novembre, une centaine de personnes, familles avec enfants et sans-abri ont manifesté pacifiquement à l'initiative du DAL (« Droit au logement ») et du Comité des sans-logis, pour déposer des demandes de réquisition auprès de la Sous-direction du Logement de la Ville de Paris. C'est à cette occasion que Pasqua et ses sbires ont à nouveau confirmé leur volonté de casser toutes les luttes sociales par la force.

A 15 h, nous avons été évacués, sans ménagement, par les CRS, alors que nous n'opposions aucune résistance ; et, toujours fidèles à leur réputation, les coups de pieds pleuvaient sur des manifestants à terre.

Bilan des courses : deux blessés parmi nous, nîres et insultés côté CRS. La rue Agrippa-d'Aubigné, complètement bouclée par les forces de l'ordre nouveau, aucune issue n'était possible. Nous nous sommes ainsi vus parqués à une soixantaine de manifestants au milieu des CRS, puis embarqués dans des cars jusqu'au commissariat Louis-Blanc de la 3^e DPJ, pour contrôle d'identité, puis finalement relâchés à 17 h 30.

Les pouvoirs publics s'avèrent être de plus en plus déterminés dans leur logique de répression des luttes pour le droit au logement. Frappés, insultés, parqués, fichés... la colère des sans-abri et des mal-logés devient, jour après jour, de véritables cris de révolte et les chants révolutionnaires sont entendus de plus en plus fréquemment.

Le droit de vivre libre est devenu un délit. Quiconque se bat pour ses droits est devenu un criminel. L'action du 16 novembre qui ne devait être qu'un élan de solidarité face aux problèmes de logement, s'est avérée être bien plus que cela : elle a prouvé que l'ordre sécuritaire et l'Etat policier sont bel et bien présents, que le droit de manifester et de lutter contre les injustices de notre système sont réprimés plus durement.

Nous avons une nouvelle fois ravalé notre rancœur, notre dégoût, notre mépris de cette société inégalitaire. Mais le jour où tous les opprimés, tous ceux dont leur cœur bat pour la liberté ne seront plus à genoux, est proche. Et ce jour là, messieurs les exploités, les tyrans, les flics, les curés, les « politiciens »... ce jour-là, toutes vos prières ne pourront aller contre notre juste révolte. Que vienne l'Anarchie !

FRED
 (groupe Alliance - Paris 20^e)

N.B. : le mercredi 23 novembre, à 14 h, s'est tenu un rassemblement, au métro Sully-Morland, convoqué par le DAL et soutenu par la FA.

RENDEZ-VOUS

BESANÇON

Le groupe Pierre-Joseph-Proudhon organise une conférence-débat, le mardi 6 décembre, à 20 h 30, à **Radio Bip (14, rue de la Viotte)**, avec Gaetano Manfredonia, sur le thème suivant : « Quelle menace fasciste aujourd'hui en Italie ? ».

Par ailleurs, le groupe Proudhon vous informe de la sortie du n° 3 de *Drapeau noir*. Prix : 5 F (abonnement ordinaire : 50 F et de soutien : 100 F). Chèque à l'ordre du CESL. A commander au **CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex**. Le groupe a également édité une carte postale en soutien à *Drapeau noir*. Elle coûte 5 F. A commander à l'adresse ci-dessus.

LE MANS

Le vendredi 2 décembre, à 20 h 30, un débat sur l'anarcho-syndicalisme, animé par Jacky Toublet (gr. Pierre-Besnard - Paris) se tiendra en **Salle des associations**. L'entrée est gratuite.

Par ailleurs, la FA tient une permanence chaque jeudi, de 18 h 30 à 19 h 30, à la **Maison des associations (salle 23, 3^e étage), 4, rue d'Arcole**.

MONTPELLIER

Le groupe FA de Montpellier (en collaboration avec la CNT, Réflex et l'association ISA) vous invite à l'apéro-concert contre les lois Pasqua qui se déroulera le mercredi 30 novembre, à partir de 19 h, au **Boskop**. Entrée : 25 F. Au programme : Red Wings, Kargol's, Ire Roots Band.

SAUVE (GARD)

« Vertige - Les Chrysanthèmes » vous invite, le vendredi 25 novembre, à 21 h, au foyer socio-culturel (Grand'rue) à la soirée « Rire et Salsa », avec Doux Douille, Désiré Saorin et P. Gareil, Dédé en Bulle et les René, Daniel Villanova et le groupe de salsa Lino Balatum. Entrée : 50 F (les bénéfices financent les Rencontres libertaires de Montpellier de 1995).

RENDEZ-VOUS

BOURGES

A La Charnille, 17, rue Felix-Chedin (derrière la gare), le mardi 29 novembre, à 20 h, la liaison FA de Bourges et le Collectif Est-qui-libre organisent un débat sur « Le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme », animé par Gaetano Manfredonia, auteur du livre *Luigi Fabbri, la lutte humaine* (éditions du Monde Libertaire, 1994).

CLERMONT-FERRAND

A l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre, salle 146, le vendredi 25 novembre, à 20 h 30, le groupe Spartacus de la FA et l'Aténéo (domiciliés au 8, rue de l'Ange) organisent un débat sur « Le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme », animé par Gaetano Manfredonia, auteur du livre *Luigi Fabbri, la lutte humaine*.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires vend *Le Monde libertaire* chaque vendredi, de 17 h à 18 h 30 devant la gare Lille-Flandre ; le samedi, à 12 h, à la sortie des lycées Faidherbes, Pasteur et Valentine Labbé à La Madeleine ; le dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché du quartier de Wazemmes, rue des Sarrazins ; également chaque mercredi, de 12 h à 14 h, dans le hall de la faculté de Lille III et chaque jeudi, de 12 h à 14 h, à la faculté de Lille I, bâtiment M1. Chaque vendredi, de 19 h 30 à 20 h 30, sur les ondes de Radio Campus (106.6 FM), le groupe Humeurs Noires anime l'émission « La Voix sans maître ». Groupe Humeurs Noires (FA), BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Tél./fax : 20.47.62.65.

GRENOBLE

Au 102, rue d'Alembert, le groupe Jules-Vallès de la FA organise, le 26 novembre, à 20 h, un débat sur « Le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme », animé par Gaetano Manfredonia, auteur du livre *Luigi Fabbri, la lutte humaine*. Groupe Jules-Vallès de la FA c/o AGDR, BP 161, 38240 Meylan.

LYON

A la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon), le 26 novembre, à 15 h, débute sur « Le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme », animé par Gaetano Manfredonia, auteur du livre *Luigi Fabbri, la lutte humaine*.

MORBIHAN (56)

Des groupes FA sont en formation à Vannes (gr. René-Lochu) et à Pontivy. Pour tout contact, écrivez au Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, B19, 56100 Lorient.

PARIS

Les groupes La Villette et Pierre-Besnard (19^e arr.) et Alliance (20^e arr.) de la FA organisent, le vendredi 2 décembre, à 20 h, une conférence-débat sur le thème suivant : « Le Nouvel ordre mondial ». Cette conférence aura lieu à l'Espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

POITIERS

« L'Irlande en question » sera le thème de la prochaine conférence-débat du groupe Berkman, qui se déroulera le samedi 10 décembre, à 16 h, salle Timbaud (Maison du Peuple), rue Saint-Paul. Le débat sera animé par un membre de « Solidarité Irlande ». Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.

TARN (81)

Le groupe Léo-Ferré s'est constitué dans le Tarn, et est adhérent à la FA. Le groupe publie un petit journal intitulé *Libert'ère*. Le n° 1 comporte un dossier « Ecologie et anarchisme ». Il est vendu 5 F. (Il reste quelques exemplaires du n° 0, qui est gratuit.) Vous pouvez contacter le groupe Léo-Ferré en écrivant à l'adresse suivante : CROS, BP 6, 81390 Puybégou.

Associations

PARIS : « JOURNÉES ANDRÉ LORULOT »

Les samedi 26 et dimanche 27 novembre, la Libre Pensée organise deux journées d'hommage en l'honneur de André Lorulot. Elles débiteront le samedi par un rassemblement au cimetière du Père-Lachaise, à 10 h. Se poursuivront par un vin d'honneur au 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M^e Luxembourg), 75005 Paris. Ensuite, au FIAP, 30, rue Cabanis (M^e Glacière), 750014 Paris, se déroulera une série de six conférences qui se répartiront entre le samedi et le dimanche matin. A 13 h, le dimanche 27, un repas viendra clore ces journées.

PARIS : MANIFESTATION DES SANS-ABRI

La Coordination des sans-abri (CDSA) vous invite à manifester « contre la galère », le samedi 3 décembre, à 14 h, place de la Bourse. Par ailleurs, la CDSA tient une permanence chaque mercredi, de 13 h à 15 h, au 9, rue Saint-Sauveur (M^e Réaumur-Sébastopol), 75002 Paris.

SEINE-MARITIME (76) : SYNDICAT INTERCORPORATIF (RAP) EL

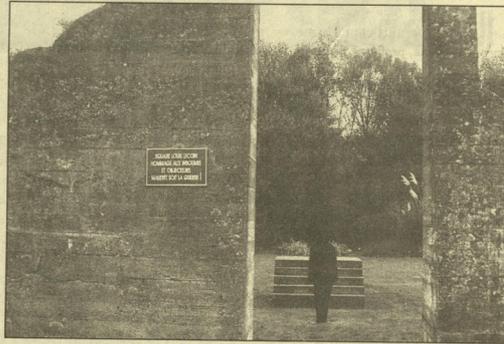
Les jeunes du groupe FA de Rouen communiquent : « Un syndicat intercorporatif CNT-AIT s'est créé sur la Seine-Maritime. Ses membres sont majoritairement des étudiants, mais ils sont intéressés par tout contact avec d'autres secteurs d'activités. Pour joindre le syndicat intercorporatif : table de presse, chaque mercredi après-midi, en faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (Rouen) ou BP 54, 76640 Fauville-en-Caux. »

COMMÉMORATION DU 11 NOVEMBRE À DIEPPE

Un square Louis-Lecoin à l'initiative des « Amis de Lucien-Bersot »

Le 11 novembre 1994, à Dieppe, la section de Haute-Normandie de l'association « Les Amis de Lucien Bersot » (fusillé pour l'exemple le 13 février 1915, pour avoir refusé de porter un pantalon en loques et maculé de sang) a symboliquement inauguré un square Louis-Lecoin. Une plaque rendant hommage aux insoumis, déserteurs, objecteurs de toutes les guerres a été, pour la circonstance, apposée sur le monument édifié pour commémorer le débarquement à Dieppe, le 19 août 1942, des forces anglo-canadiennes. Ce jour-là, des centaines de Canadiens furent inutilement sacrifiés par l'état-major inter-alliés afin de tester en grandeur nature les possibilités de débarquement en territoire occupé et aussi afin de satisfaire aux exigences de Staline quant à l'ouverture d'un second front à l'Ouest (analyse que partagent d'ailleurs de nombreux historiens anglo-canadiens). Il semblait donc juste de rendre, par là même, un hommage commun aux fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914 et aux sacrifiés pour rien de 1942.

Hélas, la plaque commémorative a été arrachée au bout de deux jours. Une sale besogne, effectuée en



catimini. Il faut cependant remarquer qu'aucune plainte n'a été déposée au titre de la dégradation d'un édifice publique, ni par les associations patriotiques ni par les autorités municipales. Il est vrai que cela aurait quand même été un comble pour une municipalité communiste — dont le parti s'est enorgueilli pendant des années de compter dans ses rangs l'un des mutins de la mer Noire, C. Tillon — de porter plainte pour l'apposition d'une plaque célébrant d'autres fortes têtes face à la discipline des culottes de peau.

La plaque arrachée... voilà comme quoi le pouvoir peut amener à renier les idées les plus belles et les plus généreuses.

Ne renonçant pas à leur combat pour le pacifisme et contre le militarisme, « Les Amis de Lucien-Bersot » se sont promis d'organiser, l'an prochain, une autre cérémonie, cette fois-ci publique, pour manifester leur admiration envers ceux qui savent dire « non » au militarisme et à la guerre. ♦

D. KAPLAN

(« Les Amis de Lucien-Bersot »)

PROPAGANDE

Présence libertaire dieppoise au « Temps des Livres »

COMME chaque année depuis quatre ans, le groupe Clément-Duval de la FA de Dieppe participait les 15 et 16 octobre, à la médiathèque Jean-Renoir, à l'opération « Le Temps des Livres », ceci en tenant durant deux jours une table de presse. A Dieppe, les différentes bibliothèques municipales profitent de ce week-end pour vider leur stock à des prix attractifs. Avec en prime, cette année, des animations diverses (contes, chanteurs, concours de nouvelles ayant pour thème la mer...). Comme l'opération est relayée par certaines structures locales (MJC, ludothèque, Maison Jacques-Prévert...), un vaste public participe à l'événement, que l'on peut qualifier de populaire. Paradoxalement, si nos rapports avec la municipalité socialo-communiste ne sont pas toujours des meilleurs, notamment en ce qui concerne l'utilisation des locaux de la Maison des associations, notre participation n'a jamais été remise en question, alors que nous sommes la seule association représentant une philosophie sociale. Caution ? Reconnaissance de la qualité de nos publications ?

Notre présence, quoi qu'il en soit, nous permet une apparition publique sur deux jours et nous permet ainsi de rencontrer des gens que nous n'aurions peut-être pas l'opportunité de toucher d'une autre manière. Elle permet aussi de faire connaître la presse et les ouvrages anarchistes, d'une façon plus large que celle habituelle. Outre ce travail de propagande directe, c'est aussi l'occasion d'établir des contacts ou d'en renouer et de mesurer l'audience que nous pouvons avoir dans une ville moyenne de province.

On peut ainsi vérifier que les communiqués de presse que nous publions, de temps en temps, dans la presse locale ont un certain écho. Plusieurs personnes (que nous ne connaissons d'ailleurs pas) nous ont déclarés leur satisfaction et la nécessité d'une telle mise au point, après la lecture du communiqué que nous avons publié à l'occasion de l'intervention télévisuelle de Pasqua et sa tentative de criminaliser le mouvement anarchiste à l'occasion de la fusillade de Vincennes. Cette remarque nous a permis de constater, une nouvelle

fois, et comme en bien d'autres occasions, la présence de gens se réclamant de la pensée et du mouvement anarchistes mais inconnus des organisations spécifiques (FA et autres). Concrètement, il nous faut aussi mettre en évidence les répercussions de la crise sur la vente de nos ouvrages. Si les bouillons des numéros anciens du ML, les livres d'occasion à prix modique (pas plus de 30 F) continuent à connaître un certain succès, les livres récents sont trop chers pour le porte-monnaie du sympathisant (même ceux des éditions du ML). Le problème de la diffusion et de la vulgarisation de nos idées risque de s'en ressentir à plus ou moins long terme. Notre présence à cette manifestation reste cependant indispensable, ne serait-ce que pour éviter un vide idéologique. Le groupe Clément-Duval sera donc présent l'an prochain, à une nouvelle édition du « Temps des Livres ». ♦

GROUPE CLÉMENT-DUVAL (DIEPPE)

N.B. : groupe FA c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

L'Algérie et son avenir

(suite de la « une »)

La gauche (le réformisme-nationalisme pro-soviétique) et la droite (nationalisme pro-occidental) ayant échoué, aussi bien au pouvoir que dans l'opposition, le courant islamique a commencé à remplir le vide laissé. Il a repris l'anti-communisme des pro-occidentaux et l'« anti-capitalisme » des pro-soviétiques, profitant naturellement de la culture et de la psychologie islamiques, existantes dans ces pays.

L'islam et la démocratie

L'islam, dans toutes ses variantes, offre un cadre idéologique très favorable à l'instauration d'un régime politique de dictature. Les bases juridiques et constitutionnelles de légitimité du régime de la République islamique d'Iran, ainsi que celles de ses pratiques répressives depuis qu'il est arrivé au pouvoir en témoignent de manière plus qu'évidente.

Le principe de *velayat-faghih* (une sorte de représentation de Dieu sur terre, incarné au début par Khomeini et maintenant par Khamenei) justifie la suprématie absolue d'une personne sur la société et sur l'Etat. Ce principe, inventé par les islamistes iraniens, donnera certainement des idées à ceux d'Algérie. Ce qui est plus important encore, c'est que l'islam, en Iran, a transféré l'Etat, le parti de Dieu et les dirigeants politiques (même s'ils sont élus au suffrage universel) dans le domaine du sacré et du divin, les rendant ainsi indiscutables et intouchables, au-dessus de toute critique des « terrestres ».

C'est ainsi que les opposants politiques du régime iranien ont été réprimés en tant qu'ennemis de Dieu, de l'islam et du Coran.

Il faut ajouter que l'islam possède, comme toutes les autres formes idéologiques de domination, mais de manière beaucoup plus performante, un potentiel effrayant de préparation psychologique de ses adeptes à commettre les pires des crimes contre leurs détracteurs. Quelle importance peut avoir la vie terrestre et éphémère d'un être humain, une créature anodine de dieu parfait et tout puissant, pour celui ou celle qui mène une guerre sainte pour la victoire d'un dieu immortel et d'une religion éternelle ?

Les islamistes algériens, comme leurs frères en Iran, montrent déjà bien, avant même leur arrivée au

pouvoir, jusqu'où ils peuvent aller, et quel genre de méthode ils comptent employer pour instaurer « le règne de Dieu et de l'islam » sur terre.

Cela signifie-t-il que l'islam est incompatible avec la démocratie ? Pas du tout ! La démocratie, telle qu'elle est définie aujourd'hui, voudrait dire, essentiellement, le droit illimité des capitalistes à faire comme ils veulent et comme les nécessités de leur profit l'exigent. Le droit au travail, au logement, à la dignité, au loisir, à l'épanouissement individuel... sont en train de disparaître du vocabulaire des démocrates pour laisser la place au droit à la propriété, à l'exploitation sauvage, au licenciement massif... En cela, l'islam n'est non seulement pas incompatible avec la démocratie mais, au contraire, s'en accommode très bien. La répression du mouvement ouvrier en Iran, ainsi que le manque du droit de grève et d'organisation dans ce pays, n'en témoignent que de façon très évidente.

Les politiques, les médias et une partie importante des intellectuels, en Occident, ne cessent de dire qu'il y a

« L'islam n'a aucune sorte d'incompatibilité avec le capitalisme. »

aussi un islam démocratique. D'abord, parce qu'ils emploient la démocratie au sens expliqué ci-dessus et puis, parce, de toute façon, les gouvernements continueront à avoir des relations avec les régimes les plus dictatoriaux, comme le montre l'exemple iranien et beaucoup d'autres. Donc, il vaut mieux leur coller cette étiquette de « démocrate », pour ne pas se discréditer de trop.

L'islam et le capitalisme — L'islam n'a aucune sorte d'incompatibilité avec le capitalisme. Mais, en raison de certaines de ses règles il perturbe sérieusement le bon fonctionnement d'un marché libre.

Tout récemment, certains médias parlaient de la « découverte » d'un marché intéressant, celui des homosexuels (aux revenus élevés, et dépensant généreusement pour leurs voyages et diners au restaurant). On ne peut imaginer un tel marché dans un pays islamique. La production de certaines catégories de marchandises et la prise en compte de certains groupes de clients, ainsi que la publicité (très importante dans la quête de nouveaux marchés et clients, et inimaginable sans le sexe), se heurtent à des obstacles très sérieux dans les pays islamiques. C'est d'ailleurs, à mon avis, principalement pour cette raison qu'on ne peut trouver un seul pays islamique parmi ceux qui ont une industrialisation et une croissance économique importantes au cours des dernières décennies (comme la Corée du Sud).

On dira, peut-être, que l'on pourrait avoir un marché un peu moins libre, et s'adapter aux règles islamiques. Cela était possible dans les précédentes décennies, mais l'est moins en moins aujourd'hui.

Les pays islamiques ne pourraient plus, ne peuvent plus, continuer à se

contenter de vendre uniquement du pétrole ou d'autres matières premières (les prix baissent, et ils devraient penser à mettre sur pied une production industrielle et diversifiée). Aussi les investisseurs et les exportateurs vers ces pays ne voudraient plus être dérangés par des règles et des lois qui mettent les bâtons dans les roues du bon fonctionnement du marché et de son organisation. C'est pourquoi Rafsandjani, en dépit de tous ses efforts (tant au niveau de la législation économique que du point de vue de la préparation politique et sociale) a échoué dans sa politique de reconstruction économique de l'Iran, et c'est pourquoi les investisseurs et les exportateurs étrangers (se fichant complètement, soit dit en passant, du bafouement complet des droits de l'homme en Iran ou ailleurs) ne se sont pas précipités vers ce pays.

Evidemment, cet aspect n'est pas très important pour celles et ceux qui luttent pour l'avènement d'une société où les hommes seraient réellement libres et égaux. Mais, politiquement, cela aide à connaître, et à faire connaître aux autres forces sociales et courants politiques (y compris les libéraux et les démocrates), les limites et les incapacités historiques des islamistes, afin de les isoler. Sans, évidemment, chercher une quelconque alliance avec ces forces bourgeoises.

La situation actuelle en Algérie — L'Algérie d'aujourd'hui se trouve dans une situation d'effervescence politique due aux revendications de toute sorte (économiques, politiques, culturelles, linguistiques...) qui interfèrent.

Il n'y a que deux solutions pouvant prendre une multitude de formes : un processus dans le sens de satisfaction de ces revendications ou, au contraire, dans le sens de leur répression.

On peut imaginer un scénario (pour moi, étant donné le degré du radicalisme déjà très élevé des différentes forces, très improbable) selon lequel les démocrates, les nationalistes au pouvoir et les islamistes se partageraient le pouvoir et stabiliseraient la société pendant un certain temps. Mais cette « paix sociale » et ce « partage de pouvoir » ne répondront certainement pas aux vraies aspirations de la majorité des Algériens. Comment résoudre le chômage ? Comment faire disparaître, ou du moins diminuer, la pauvreté ? Qu'est-ce qu'on fera avec le droit d'expression, d'organisation et de grève des salariés ? La langue berbère pourra-t-elle être officiellement respectée ? Qu'advient-il de l'égalité entre les femmes et les hommes ?... Ce n'est pas en organisant le dialogue, même le plus civilisé du monde, que l'on apportera des réponses à ces questions ou, à plus forte raison, à les faire oublier.

L'économie et la politique devront s'organiser pour répondre aux intérêts des masses les plus larges. Cela signifie, tout d'abord, la rupture avec le capitalisme et l'Etat bourgeois basé sur l'armée et la bureaucratie. Aucune des forces présentes dans les médias, qui ne parlent que de ceux qui leur plaisent, ne pourra réaliser ces objectifs.

Conclusion — Les Algériens ont vécu le nationalisme avec le FLN, peuvent tirer les leçons de l'expérience sanglante et effrayante de l'Iran et, pour éviter le piège de la démocratie, pourraient regarder les expériences démocratiques... comme la Turquie, où la répression des Kurdes et du mouvement ouvrier a déjà commencé.

Il faut s'organiser en l'état et accaparer les moyens de production pour se garantir le pain, la liberté et l'égalité ; cela malgré, et contre, la classe capitaliste avec tous ses courants démocrate, nationaliste, islamiste et leur soutiens internationaux. ♦

ALI ALIPOUR

LONDRES, 21 - 30 OCTOBRE

« Anarchy in UK »

Le festival de Londres se voulait international et, de fait, l'a été ; dix jours pendant lesquels de nombreux langages ont été parlés, l'occasion d'échanges enrichissants. Les organisateurs estiment qu'environ 2 000 à 2 500 personnes sont passées sur les différents lieux où se déroulait le festival.

L'événement principal du jour d'ouverture fut un débat à propos de la *Criminal Justice bill*, loi portant atteinte aux libertés individuelles, en passe d'être votée. Elle remet en cause la liberté de mouvement, criminalisant le camping sur les lieux non autorisés et visant en particulier les « gens du voyage » et renforce la répression envers les squatters (bénéficiant jusqu'alors de clauses moins répressives qu'en France), en les mettant « hors-la-loi » s'ils refusent de quitter les lieux sous 24 heures. La loi criminalise les rassemblements pacifiques « considérés » comme portant atteinte à l'ordre public, la peine maximale étant de trois mois d'emprisonnement. Elle remet en cause le droit de garder le silence pour le « présumé coupable » (nommé ainsi) pendant l'interrogatoire, silence pouvant se retourner contre lui. Enfin, la loi en s'en prenant aux *raves parties*, et aux festivals musicaux en général, montre qu'elle vise en particulier les jeunes, ce qui n'est pas sans rappeler les dernières lois Pasqua ; l'Europe des polices se construit peu à peu...

Ce premier jour aura donc été l'occasion de commencer à discuter d'une organisation face à des gouvernements de plus en plus répressifs.

Le lendemain, les échanges d'idées sont toujours au rendez-vous puisque c'est le jour de l'Anarchist Bookfair (Foire aux livres anarchistes), devenue maintenant tradition puisqu'elle se renouvelle depuis plusieurs années, et s'est retrouvée, cette année, combinée avec le festival, ce qui a par ailleurs accru sa fréquentation, estimée à 4 000 personnes sur toute la journée.

Dans les huit jours qui ont suivi, la variété des débats et événements vous laissait le choix de participer à ceux qui vous intéressaient le plus : l'éducation libertaire, anarchisme et pacifisme, intervention de London Greenpeace (dans le cadre d'une campagne contre Mc Donald), racisme et football, différents débats et points de vue autour de la pornographie (peut-il exister une pornographie non commerciale, et d'un

autre côté réalisation d'une action anti-pornographie un jour de la semaine). L'organisation Class War donnait un meeting visant à s'organiser pour transformer la société, confrontant diverses expériences et stratégies.

Certains événements nous intéressaient de plus près, comme la rencontre internationale antifasciste, de même qu'un meeting anarchiste international. En même temps, une cinquantaine de femmes d'Angleterre, d'Allemagne, des Etats-Unis, du Canada, des Pays-Bas, de Suède... se sont rencontrées pour échanger leurs expériences en tant que femmes et anarchistes dans leur pays respectif ; il y a été décidé de s'organiser de façon internationale avec, éventuellement, la mise en place d'une lettre d'information. Des rencontres anarcho-féministes se sont, par ailleurs, déroulées pendant les dix jours, avec la mise en place quotidienne d'ateliers de discussions réservés aux femmes. Et pour que les débats soient accessibles à tous et à toutes, une crèche était mise en place pendant toute la durée du festival.

L'humour était également au rendez-vous avec un rassemblement dans le but de faire « léviter » le Parlement, en fait l'occasion de manifester devant un des symboles du pouvoir anglais.

Le festival s'est aussi intégré, le 29 octobre, à la manifestation du CND, dans le cadre d'une campagne pour la disparition totale des armes nucléaires, rassemblant plusieurs milliers de personnes.

Mais cet événement fut aussi artistique, avec des concerts, cinéma (diffusion entre autre de *Mourir à Madrid, Zéro de conduite* et des documentaires, comme sur la grève des mineurs et sur *Angry Brigade*, groupe d'activistes en Angleterre dans les années 70), performances théâtrales et de poésie (on soulignera, ici, la pièce de Jeremy John Ratter *The Death of Imagination* sur le schisme entre condition sociale et désir personnel), expositions de photos et peintures avec notamment les œuvres de Gee et Cliff Harper.

Maintenant que le festival est clot, place à la réflexion pour l'organisation du prochain ou de quelque chose de différent (les avis sont partagés) en tirant leçon des expériences positives et négatives apportées par ces « dix jours qui bouleversèrent le monde ! ». ♦

GÉRALDINE
(groupe Ubu - Paris)

PARIS
Samedi 3 décembre
15 h
place de la République

MANIFESTATION
DE SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE
ALGÉRIEN

La FA y aura
son propre cortège

(des manifestations auront
également lieu à Lyon,
Marseille...)

Le foulard islamique

(suite du n° 975)

Pour beaucoup, interdire le port du foulard à l'école serait une mesure nécessaire dans la lutte contre l'intégrisme. Face à cette opinion, deux éléments méritent d'être soulignés.

L'hypocrisie de l'Etat français est évidente. Son anti-islamisme de tribune ne l'empêche pas d'entretenir de fructueuses relations commerciales avec l'Etat saoudien, qui pourtant applique la loi islamique, et ne l'a pas beaucoup gêné cet été lorsqu'il a traité avec le régime intégriste soudanais pour se faire livrer Carlos. L'Etat français ne défend pas la « démocratie » contre la « barbarie », il cherche à préserver ses propres intérêts et ceux des possédants.

De plus, combattre par la répression l'expression vestimentaire d'un attachement religieux ne fait que limiter la visibilité sociale du phénomène. L'expérience historique (en URSS, par exemple) démontre l'échec absolu d'une attitude autoritaire visant à éradiquer les sentiments religieux. Fermées pendant des décennies, les églises sont aujourd'hui pleines. Interdire le foulard n'est qu'un moyen illusoire de combattre l'islamisme. Par réaction, il ne peut même que le renforcer.

L'intégrisme musulman est un phénomène social complexe qu'il est nécessaire de comprendre pour l'affronter efficacement. Pour cela, définir la fonction sociale de la religion constitue un détour indispensable.

Marx (à qui il est arrivé parfois d'écrire des choses intelligentes) appréhende de façon dialectique le phénomène religieux comme étant à la fois « l'opium du peuple » et « le soupir de la créature opprimée ».

La première caractérisation illustre le conservatisme de la religion qui tend à préserver l'ordre social existant, en montrant des individus impuissants dont le sort dépend de la volonté divine, en opposant la tradition aux changements et le spirituel au matériel (les conditions de vie réelles).

La seconde souligne l'aspect ambigu du phénomène religieux, qui

propose malgré tout une réponse, bien sûr illusoire, aux insatisfactions des individus. La référence au paradis souligne l'aspiration à une vie différente. A l'origine, le christianisme, qui prônait le partage, a d'ailleurs pu avoir des aspects subversifs. Encore aujourd'hui, la théologie de la libération, en Amérique latine, relève de cette analyse.

L'intégrisme en Algérie — C'est cette fonction sociale de la religion qu'il est nécessaire de conserver en arrière-plan pour comprendre le développement de l'intégrisme musulman en Algérie. L'islamisme est un mouvement profondément

« Subissant le racisme au quotidien et rejetés [...] de nombreux jeunes de la seconde génération se replient... »

réactionnaire de par ses objectifs mais qui peuvent se présenter sous un jour radical et même révolutionnaire.

La vision simpliste véhiculée par les médias dominants tend à donner une image méprisante de la population algérienne, à qui on offrirait la démocratie et qui choisirait l'obscurantisme religieux. Ce n'est pourtant pas en ces termes, abstraits et déconnectés du contexte réel, que se pose les problèmes en Algérie.

L'islamisme se nourrit de l'échec de trente ans de politique FLN. Le bilan est lourd. Au joug de la dictature, il faut ajouter la misère et le chômage. L'Etat FLN a voulu imposer un modèle de développement, venu de l'extérieur, pour conquérir une place dans le système capitaliste mondial. L'échec patent de cette stratégie dévalue auprès de la population algérienne la « modernisation » et la laïcité, historiquement liées à la politique du FLN. Cet arrière-plan explique la prise incontestable sur la réalité de la phraséologie « anti-occidentale » et « anti-impérialiste » du FIS (en particulier auprès de la jeunesse) et le succès qu'il rencontre

lorsqu'il prône le refuge dans un passé mythifié, présenté comme un retour aux racines.

Deux autres éléments renforcent cette dynamique. Premièrement, les islamistes sont parvenus à s'affirmer comme la seule alternative crédible clairement différenciée du FLN. Deuxièmement, les islamistes ont été capables de développer un travail de terrain apportant une aide concrète à la population à travers des réseaux d'entraide et de solidarité.

Dans un contexte déterminé par la banqueroute du nationalisme arabe et du modèle soviétique, c'est cet aspect radical et militant de l'islamisme qui lui donne un tel pouvoir d'attraction et en fait un danger réel.

L'intégrisme en France — L'influence de l'intégrisme musulman, au sens strict, est aujourd'hui négligeable. Par contre, le développement du sentiment identitaire dans la communauté immigrée d'Afrique du Nord est particulièrement significatif.

Subissant le racisme au quotidien et rejetés par une société dans laquelle ils ne se reconnaissent pas, de nombreux jeunes de la seconde génération (donc nés en France) se replient sur ce qu'ils considèrent comme étant les valeurs fondatrices du groupe.

Dans la plupart des cas, le port du foulard constitue l'expression d'une volonté de marquer son appartenance à une communauté plus qu'une filiation plus ou moins directe avec l'intégrisme politique. De nombreuses jeunes filles portent le foulard, dans le cadre d'une démarche personnelle (alors que leurs parents n'ont pas de pratique religieuse réelle), comme un étendard montrant leur rejet des valeurs que la société française veut leur imposer.

Le développement de ce sentiment identitaire dans une communauté, stigmatisée et désignée comme bouc émissaire, constitue le terrain sur lequel l'islamisme pourrait à l'avenir se développer en France. Et c'est en cela que la campagne du gouvernement sur la question du foulard est particulièrement dangereuse et sournoise.

D'une part, elle développe le racisme qui en réaction renforce l'attrait communautaire. D'autre part, en s'attaquant ainsi à un symbole religieux, elle tend à renforcer, pour les jeunes de la seconde génération eux-mêmes, l'assimilation entre la communauté à laquelle ils se sentent appartenir et l'islam.

Il découle de cette analyse que l'intégrisme musulman peut représenter demain un danger réel en France, qu'il faut combattre préventivement aujourd'hui sur plusieurs axes.

Il faut tout d'abord dénoncer et s'opposer à toutes les campagnes racistes, qu'elles soient ouvertes ou déguisées. Ensuite, le terrain ne doit pas être laissé libre pour les islamistes dans les banlieues. Nous pouvons, nous aussi, investir les quartiers pour y développer, sur

d'autres bases, des pratiques sociales de solidarité et d'entraide. Enfin, et plus globalement, c'est à travers le développement de luttes où s'exprimerait concrètement la solidarité Français-immigrés que le repli communautaire pourra être battu en brèche au profit de la perspective de transformer ensemble la société dans laquelle nous vivons.

Laïcité et neutralité — La nécessité de défendre le principe de la laïcité est un argument souvent avancé par les partisans de l'interdiction du port du foulard à l'école. Par ce biais, Bayrou a d'ailleurs réussi à obtenir un consensus presque général sur cette question dans les milieux laïques antiracistes.

Dans le cadre de la III^e République, l'instauration d'une école laïque, gratuite et obligatoire a constitué incontestablement un progrès qu'il est pourtant indispensable de démythifier, car elle constitue un élément important de l'idéologie « de gauche ».

Faisons un peu d'histoire. Jules Ferry, personnage fondateur, bien qu'anticlérical n'en était pas moins un nationaliste français revancheur et défenseur de la mission civilisatrice de la France dans les colonies. Sa participation, peu connue, à la répression de la Commune de Paris n'en a pas moins été fort active. Ce personnage, bien peu fréquentable, poursuivait des objectifs précis.

Sur un plan économique, son école républicaine correspondait aux besoins du capitalisme français en développement. D'une part, elle a permis la marginalisation des

« L'égalité ne pourra jamais signifier l'uniformité, négatrice de l'individu. »

langues régionales au profit du français, participant ainsi à la création d'un espace économique unifié. D'autre part, donner à tous des rudiments d'éducation a accru incontestablement l'efficacité de la force de travail mise au service du capital.

Sur un plan politique, cette citation de Jules Ferry illustre parfaitement les enjeux de l'époque : « Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. On y exalte l'ancien régime et les anciennes structures sociales. Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspiré peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871. » (dates de la Commune de Paris).

D'une part, écarter l'Eglise permettrait de renforcer la République

encore fragile face au danger de restauration monarchique. D'autre part, cette école devait réduire le danger révolutionnaire en inculquant aux fils et filles d'ouvriers et de paysans les valeurs républicaines. Dès l'origine, l'école de Jules Ferry, loin d'être neutre, a rempli des fonctions sociales déterminées. Finalement, l'école laïque n'a fait que remplacer le carcan de l'Eglise par le carcan républicain.

La neutralité de l'école — Ce détour historique démontre la naïveté de ceux qui défendent la neutralité de l'école.

Malgré les discours sur la méritocratie républicaine, l'école laïque n'efface pas les différences provenant des milieux dont les élèves sont issus. Depuis les années 60, de nombreuses études sociologiques (cf. Bourdieu, par exemple) montrent bien, au contraire, que l'école est une instance de reproduction des classes qui pour l'essentiel ne fait qu'avaliser l'origine sociale des enfants.

L'école n'apporte pas seulement un savoir. Elle est, comme l'armée, une instance de socialisation dont l'objectif est de former des citoyens disciplinés, acceptant la hiérarchie et l'autorité. C'est ce que l'académicien Maurice Druon a fort bien compris : « Il existe un moyen fort simple et peu douloureux [de régler l'affaire des foulards], il suffit de décréter que les élèves de l'enseignement secondaire public porteront un uniforme. [...] Le seul signe distinctif admissible, et même souhaitable, sur une tenue uniforme serait l'emblème du lycée ou du collège. Cela pour stimuler les sentiments de solidarité et d'émulation. » (cité par le Canard enchaîné du 12 octobre 1994).

L'égalité ne pourra jamais signifier l'uniformité, négatrice de l'individu. Elle passe, au contraire, par l'acceptation des différences et la possibilité de leur expression.

Aujourd'hui, comme hier, l'école n'est pas neutre. Elle ne peut pas l'être, car elle ne constitue pas un univers clos. Elle est traversée par les différences culturelles et les conflits sociaux existants dans la société. Reprendre le discours sur la neutralité est un piège qui mène à légitimer la fonction sociale de l'école, à accepter la diffusion des valeurs dominantes. Le droit pour tous d'afficher et d'exprimer ses opinions doit être au contraire affirmé, car lui seul peut permettre de former des individus autonomes, critiques et maîtres de leur vie.

Défendre la laïcité signifie prôner l'indépendance totale de l'enseignement vis-à-vis de tous les clergés et la non-discrimination religieuse. Le port d'insigne religieux est une affaire privée qui dépend des convictions de chacun. Leur interdiction institutionnelle n'est en rien un enjeu laïque. ♦

PATRICK ESSERTEL
et JEAN-PIERRE THUINET
(gr. Durruti - Lyon)

REJOINS LES ANARCHISTES



FEDERATION ANARCHISTE
145 Rue Amelot, 75011 PARIS

Un de nos derniers autocollants

Le groupe Poulaille de Saint-Denis a édité cet autocollant. Il est disponible, à notre librairie, par paquet de 40 exemplaires. Prix : 20 F (+ 5 F de port, par paquet).

THÉÂTRE

« La Mort de Pompée, Cinna »

de Pierre Corneille

Mise en scène de Marc François, par le théâtre des Lucioles Création

Sur la dernière mise en scène de Marc François plane l'ombre bienveillante de Bernard Dort, disparu il y a quelques mois. Il écrivait dans *Corneille dramaturge* : « Il faut d'abord poser ce postulat : Corneille ne part pas des personnages. Ce ne sont pas leurs passions qui l'intéressent. Du moins, pas leurs passions en soi, mais le jeu de ces passions, l'inscription de ce jeu dans le monde. Bref, avant les hommes, un certain ordre humain : sa naissance, sa consolidation, son effritement ».

Tout le travail de Marc François est un émouvant hommage à la réflexion de Bernard Dort. Partant du postulat : « Les êtres ne disent pas ce qu'ils sentent. La passion est innommable. Tenter de la nommer est un leurre ». Marc François dessine sa mise en scène sur cette préoccupation essentielle : l'être humain et sa remise au monde.

Paradoxalement cette montée des êtres humains, de la cendre vers la lumière,

produit un spectacle avec une force politique énorme sans jamais en parler. Comment ne pas penser à ce qui se passe dans d'autres pays devant l'humiliation éprouvée physiquement et moralement par les protagonistes de *La mort de Pompée* ? Toute la première partie se déroule sans lumière électrique. De la pénombre née dans la lumière des bougies et des flambeaux, se construit des lieux, des endroits de catastrophes découvrant des zones obscures et tremblantes, à l'image des acteurs et de leur parole. Cette parole est à certain moment à la limite de l'audible, ce qui arrive à choquer les inconditionnels de la déclamation classique mais qu'ils aillent se faire foutre car comment nommer l'innommable ? Comment faire abstraction de l'humain ? Vieux problème toujours d'actualité en ces temps de nettoyage ethnique et autres atrocités ! Dans ce lieu de feu et de cendre, de nuit et de brouillard blafard, de vie et de mort, sans décors ni costumes d'époque, sans lumière artificielle ni bande son,

l'innommable s'entend et se ressent enfin. Puis arrivent dans la lumière électrique, comme un passage de Thanatos à Eros, les enfants du drame de *La mort de Pompée* animés comme le dit le metteur en scène « par un désir de suicide, non pas pour mourir mais pour vivre enfin ! Dans un monde en paix, ressemblants aux jeunes de notre époque ». Ils sont là, vivants, c'est *Cinna*. Terminé les conneries des anciens, la calme lumière qu'ils ne voyaient pas, qu'ils subissaient, dépossédés de l'action de la mettre en chemin, ils nous la livrent jusque dans la salle. On joue « plein feu », c'est le terme technique employé au théâtre.

Marc François nous dit à ce moment de l'action : « Mais à quel point ils sont beaux, à quel point ils vont mourir, à quel point ils sont libres, libres aussi de remettre le monde au monde, dans la gloire et la douleur de leur sacrifice et ainsi plus encore risquer tous les périls, à s'y dissoudre, à n'être plus qu'un

gouffre pour que la liberté intérieure jaillisse d'un trait, incongrue, sous l'effet de la grâce. Ils ne mourront pas, il y a un miracle : la mort est blessée à mort. »

Théâtre à l'opposé de tout spectaculaire, le théâtre de Marc François part du silence, du silence des humbles, le contraire de l'artificiel, du fric, un théâtre du réel et de l'amour, un voyage dans la tragédie de l'humain. ♦

MICHEL BONJOUR
(« Le Manège » - chaque mercredi sur Radio Libertaire (89.4), de 12 h à 16 h 30.)

N.B. : *La Mort de Pompée, Cinna* jusqu'au 3 décembre, à 20 h 30 (sauf le jeudi, à 19 h) et le dimanche, à 16 h 30. Relâche le mercredi. Grand théâtre, Cité internationale, 21 boulevard Jourdan, 75014 Paris
En tournée, les 6 et 7 décembre à Saint-Brieuc ; les 9 et 10 décembre à Dieppe ; les 14, 15 et 16 décembre au TNB de Rennes, le 28 mars à Albi et du 11 au 15 avril à Béthune.

PARIS, 5 NOVEMBRE 1994

RENCONTRE CGTE, SAC, CIB-UNICOBAS, CNT NORD/PAS-DE-CALAIS,
CGT DES CORRECTEURS

L'alternative syndicale européenne en quête de perspectives sociales

Est-il possible de coordonner, avec l'objectif de réaliser des actions concrètes dans le champ social, les syndicalistes alternatifs d'Europe occidentale ? C'était le sujet des débats de la réunion publique qu'avaient organisée, à Paris, le 5 novembre dernier, la CGT d'Espagne, la SAC de Suède, la CIB-Unicobas d'Italie, l'Union régionale CNT du Nord/Pas-de-Calais et le Syndicat des correcteurs CGT.

Existe-t-il un syndicalisme alternatif ? C'est-à-dire des groupes de travailleurs organisés hors des grandes confédérations et qui entendent construire un nouveau type de syndicalisme, sans bureaucratie, plus proche des militants des entreprises et des quartiers, plus à l'écoute des préoccupations des travailleurs et des chômeurs. Des noyaux se constituent, un peu partout en Europe, avec des réalités très diverses ; en Italie, par exemple, les coordinations des comités de base, les *cobas*, représentent une force réelle dans le monde du travail avec des bastions où elles sont hégémoniques. Ailleurs, surtout dans l'Europe du Nord et en Grande-Bretagne, les grosses structures conservent une implantation très importante,

aujourd'hui quelque peu réduite par la politique libérale de déréglementation.

On peut compter comme partie prenante de ce syndicalisme alternatif, avec une finalité plus marquée vers les objectifs du communisme libertaire, les syndicats et les groupes de militants du syndicalisme révolutionnaire historique, qu'ils soient adhérents ou non de l'AIT.

Corporatisme ou internationalisme ?

S'il existe un fait syndicaliste alternatif, il n'apparaît pas d'orientation syndicaliste alternative. Ou plutôt, se constatent des centaines d'orientations très diverses, qui sont le produit des

revendications issues de la perception des travailleurs du secteur où est implanté le groupe ou le syndicat ainsi que des résistances mises en œuvre contre les empiètements du patronat, public ou privé, de la branche ou de l'entreprise.

Plusieurs intervenants insistèrent sur ce point. José Maria Alaizola, de la CGT d'Espagne, souligna cette difficulté qu'ont les militants aujourd'hui à « sortir » de l'entreprise, à étendre leur réflexion sur la profession, la localité et les problèmes généraux, tant la pression patronale dans les entreprises est forte et soutenue.

Tel est pourtant l'enjeu : les groupes de travailleurs qui constituent la nébuleuse du syndicalisme alternatif auront-ils la capacité de synthétiser une orientation collective partagée par un grand nombre d'entre eux, ou bien la tentation du repliement corporatif sera-t-elle la plus forte ? L'alternative est bien celle-là, en effet. Aller vers la recherche d'une convergence de réflexions et d'actions, dont la surface minimale ne peut être que le continent tout entier, ou bien le maintien de la dispersion actuelle, situation mouvante qui se résoudra tout à la

fois, pour quelques secteurs, par des succès partiels, pour le plus grand nombre par la lassitude suivie de disparition et, enfin, pour les plus « politiques », par le ralliement à une des organisations contrôlées par la social-démocratie.

Les organisations et les militants présents à la réunion du 5 novembre proposent, aujourd'hui, de répondre concrètement à ce problème par la coordination des efforts et des initiatives : solidarité dans les luttes, échanges d'informations, jumelages d'organisations locales ou d'entreprises, réflexions sur les initiatives communes à organiser sur le plan européen. A cet égard, des contacts seront pris avec les groupements de lutte contre le chômage, telle l'association *AC! agir ensemble contre le chômage* s'agissant de l'Hexagone, qui a envisagé d'organiser une action sur le plan européen dans un avenir proche.

Une étape, donc — positive, qui permet d'espérer une meilleure coordination entre les divers éléments du syndicalisme révolutionnaire. ♦

J. TOUBLET
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

ANGERS

« Société sans chômage... société de partage »
conférence du Mouvement pour l'autogestion distributive avec Charles Lorient samedi 26 novembre - 20 h 30 école Claude-Bernard rue François-Mauriac quartier de La Roseraie (derrière le centre Jean-Vilard)

Cette conférence est organisée par la Coordination pour une parole des chômeurs et précaires (avec Pasamdroid d'Angers, Coup-de-Tête de La Roche-sur-Yon, Précaires et Solidaires et le MPE de Nantes)

PARIS
CONCERT avec ZARMAZONE
MAFU CAGE

et MAXIMUM KOUETTE en soutien aux Indiennes du Chiapas qui animent la coopérative « J'pas Joloviletik » (et pour leur venue en France à l'occasion d'une tournée de conférences) samedi 26 novembre de 14 h à 20 h Goumen 3, cité Aubry (M° Alexandre-Dumas)

Renseignements : Collectif Coaticuc c/o PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 13

INCROYABLE ANARCHO-SYNDICALISME

Le spectre du bookchinisme

Deux contributeurs du livre *Anarcho-syndicalisme & anarchisme* (édité par l'Atelier de création libertaire), Daniel Colson et Jacky Toublet, participeront au forum qui se tiendra à la librairie du Monde Libertaire, le samedi 26 novembre 1994, à 16 h 30.

AVEC LA PARTICIPATION de plusieurs contributeurs de tendances libertaires variées à ce petit livre intitulé *Anarcho-syndicalisme & anarchisme* et suite à leur précédente livraison *Etat, politique, anarchie*, les éditions ACL confirment avec bonheur leur tentative de se sortir du ghetto éditorial qui avait prévalu jusque là d'une sorte d'Internationale intellectuelle libertaire coupée de certaines réalités sociales ou organisationnelles. L'ouvrage est axé sur la critique que Murray Bookchin fait de l'anarcho-syndicalisme, aussi bien passé que présent, sous le titre *Le spectre de l'anarcho-syndicalisme*, texte qui a déjà beaucoup circulé dans les milieux libertaires anglo-saxons et hispaniques (il date de 1992) et qui est enfin traduit en français. Daniel Colson, Marianne Enckell et Jacky Toublet y apportent ensuite leur réponse.

L'approche centrale de Bookchin consiste à opposer l'anarcho-syndicalisme, qu'il juge uniquement centré sur le monde ouvrier industriel, sur l'usine, et le communisme libertaire, qui serait, lui, centré sur la commune. L'hégémonie passée ou, plus exactement, la prétention hégémonique de l'anarcho-syndicalisme, sinon du prolétariat lui-même, aurait constitué une impasse historique. Elle aurait laminé le communisme libertaire, la seule planche de salut.

Les trois réponses ont beau jeu de relever les nombreuses approximations, les anachronismes, les reconstructions a posteriori, ou même les erreurs historiques et sociologiques commises par Murray Bookchin, notamment à propos de son analyse de la CGT française du début du siècle et de la CNT espagnole jusqu'en 1936. A propos du syndicalisme révolutionnaire français, Daniel Colson souligne l'extraordinaire richesse de sa vie sociale, bien au-delà des seules revendications salariales, au demeurant légitimes, auxquelles Bookchin réduit abusivement le syndicalisme libertaire. Ce rappel de Colson, ainsi que le très instructif tableau des forces syndicalistes-révolutionnaires mondiales au début du XX^e siècle qu'il nous fournit (p. 48), ne va

« L'approche centrale de Bookchin consiste à opposer l'anarcho-syndicalisme [...] et le communisme libertaire »

d'ailleurs pas sans contradiction avec la teneur de son propos, qui relève des « pleureuses de l'anarchie » ou du « mur des lamentations libertaires », puisqu'il évolue sur le registre du « nous ne sommes rien du tout, et même nous n'avons jamais rien été », alors qu'il nous évoque les Bourses du travail où se retrouvaient « par centaines et souvent par milliers, militants, sympathisants ou grévistes » (p. 55). Quant à la CNT espagnole, Bookchin oublie complètement que celle-ci fut pendant très longtemps réfractaire aux fédérations d'industrie, à cause du risque de corporatisme qu'elles représentaient, et qu'elle privilégiait au contraire les unions locales, communales, avec pour finalité... le communisme libertaire lui-même.

En fait, l'argumentation de Bookchin, qui a le mérite de se placer dans une perspective d'engagement actuel, repose sur un postulat qui est faux : selon lui le prolétariat est en voie de disparition en terme numérique, et par conséquent en terme de conscience de classe. Mais Bookchin donne une définition complètement restrictive du prolétariat, qu'il limite aux seuls ouvriers de l'industrie sans prendre en compte les employés, les techniciens, les enseignants, les paysans sans terres, les métayers, les fermiers.

Cette définition tronquée n'a jamais été celle des anarchistes ou des anarcho-syndicalistes, comme le rappelle très bien Jacky Toublet. En outre, même de son point de vue, Bookchin se trompe. Certes, le prolétariat industriel en col bleu semble en régression dans les pays occidentaux (Japon inclus), encore qu'il faudrait vérifier les chiffres et dépasser les canons statistiques fournis par l'idéologie bourgeoise, mais si l'on considère l'ensemble des pays en voie d'industrialisation (les nouveaux pays industrialisés [NPI], les quatre dragons, les bébés-dragons, le Brésil...), c'est bien au contraire la classe ouvrière qui se renforce numériquement dans le monde.

Le fait que cette croissance ouvrière ne corresponde pas, pour le moment, à un développement d'une véritable conscience internationale de classe (car il existe une conscience de classe à l'échelle nationale, pour ne pas dire nationaliste, comme en témoignent la vigueur des luttes ouvrières au Brésil ou en Corée du Sud), c'est toute la question. Mais partir d'un postulat faux ne peut qu'apporter des réponses fausses. Or la réponse écologique (sic) et municipaliste libertaire de Bookchin est, au moins de ce point de vue, une impasse totale.

Sur la dimension écologiste, je me contenterais ici de souligner que Bookchin s'est enfin rendu compte des dérives gravissimes, éco-fascistes, de l'écologie profonde, mais qu'il le fait un peu tard, et sans se remettre en question. En effet, sa position philosophique naturaliste, qui passe par une attaque de l'idéologie des Lumières (p. 9), attaque d'ailleurs partagée par Daniel Colson (p. 42) (1), et même sa finalité très contestable (« l'harmonisation de l'humain avec l'humain conduit aussi à harmoniser l'humanité avec le monde naturel », p. 31), font bel et bien le lit de l'éco-fascisme.

Quant au municipalisme libertaire, ce n'est rien moins, selon moi, que l'une des dernières planches de salut d'une bourgeoisie éclairée, soucieuse de recueillir ses citoyens et toujours désireuse de leur faire entendre leur propre domination, à une échelle micro qui ne remet pas en cause les grandes décisions économiques (que Bookchin néglige d'ailleurs dédaigneusement), politiques, ou autres. C'est la fameuse « démocratie directe », désormais évoquée par tout le monde, y compris par le député RPR du coin, et la non moins fameuse subsidiarité, revendiquée par le christianisme social et le socialisme révisité. Pour soutenir son

municipalisme libertaire, Bookchin n'hésite pas à s'appuyer sur une citation honteusement tronquée et interprétée de Bakounine (p. 13 : selon lui, Bakounine aurait été favorable aux élections... communales ! Mais pourquoi ne s'y est-il pas présenté ?). Il faudrait plus de pages pour démonter la subtile mais manipulatrice confusion qu'opère Bookchin entre communisme et communalisme, qui veut servir son propos. Regrettons également que la révolution russe ait été pratiquement oubliée comme exemple, mais il est vrai que la commune de Kronstadt revendiquait ni plus ni moins qu'une troisième révolution, la révolution sociale, et que la Makhnovtchina, tout juste évoquée par Bookchin, évoluait de pair avec la confédération Nabat qui était... anarcho-syndicaliste.

Non seulement ce municipalisme libertaire, aux contours flous mais dont la seule clarté consiste à se placer sur le terrain électoral

« Le matérialisme et la lutte de classes restent plus que jamais fondamentaux, et d'actualité. »

(même si Bookchin ne le clame pas trop pour des raisons évidentes de crédibilité au sein du mouvement libertaire), va servir de marchepied aux apprentis politiciens désireux de se faire les dents - comme nous en connaissons toujours au sein du mouvement anarchiste (2), mais aussi, et surtout, il n'est en rien porteur d'une alternative révolutionnaire, comme l'a parfaitement montré l'exemple du mouvement écologiste allemand.

En fin de compte, l'approche de Bookchin, au-delà de ses réflexions stimulantes, a le grand défaut, malgré les apparences, de se présenter en dehors de l'histoire, d'être a-historique. Les faits sont rarement replacés dans une perspective globale, très peu reliés les uns aux autres, pratiquement pas rattachés au contexte économique, social et culturel. Rien n'est vraiment dit sur les structures ou les tendances lourdes. Tout est finalement beaucoup trop idéalisé, dans le sens où ce serait l'idée, la philosophie que cultive Bookchin avec passion, qui mènerait le monde.

Vieille chimère d'une fraction de l'intelligentsia bourgeoise, que semble d'ailleurs soutenir Daniel Colson, même si ses travaux concrets sur le mouvement ouvrier stéphanois l'amènent à prendre positivement en compte les réalités sociales. Le pur débat d'idées n'est pas le seul moteur de l'histoire ! Marianne Enckell explique judicieusement l'orientation de Bookchin par son insertion dans la culture américaine, mais il ne faudrait pas que ce constat soit entériné purement et simplement et que, sous prétexte de culturalisme ou de diversité, la dimension globale et universaliste de l'anarchisme soit reniée.

N'oublions pas, enfin, qu'avec l'organisation anarcho-syndicaliste ou syndicaliste-révolutionnaire, il existe également l'organisation anarchiste dite spécifique, qui a toujours évolué en rapport, même conflictuel, avec l'anarcho-syndicalisme, et qui ne se contente pas, comme le prétend Daniel Colson à propos de la Fédération anarchiste francophone, de se découper stupidement en « variantes kropotkinienne, syndicaliste, proudhonienne » (p. 43) car les réalités ont quand même beaucoup évolué depuis la Synthèse de Sébastien Faure !

Le matérialisme et la lutte de classes restent plus que jamais fondamentaux, et d'actualité. La réponse qu'apporte Jacky Toublet à Murray Bookchin est à cet égard tout à fait exemplaire. C'est un modèle de concision, de clarté et de pugnacité qui met excellemment les choses au point. Heureusement que Toublet nous rappelle l'incontournable position de Malatesta, que Bookchin se contente de citer imparfaitement en seconde main (d'après Woodcock, p. 17) et que Colson semble complètement ignorer - il est vrai que le sens organisationnel - anarchiste - de Malatesta rend malade tous les spontanéistes de la terre ! Bref, le texte de Jacky Toublet mérite d'être reproduit et diffusé à tous les niveaux comme outil de réflexion ou de formation militante, au même titre d'ailleurs que l'ensemble du livre qui ne peut que favoriser la discussion. Les ACL veulent une suite, à vos plumes ! ♦

PHILIPPE PELLETIER

SOMMAIRE

- Page 1 : Il n'y qu'une seule « reprise » qui compte : celle des luttes ! (suite p. 3), L'Algérie et son avenir (suite de la « une »).
- Page 2 : Worker's Solidarity Movement et le cessez-le-feu de l'IRA.
- Page 3 : Il n'y qu'une seule « reprise » qui compte : celle des luttes ! (suite de la « une »), No Pasaran ? Violences policières dans le cadre de la lutte pour le droit au logement.
- Page 4 : Rendez-vous, Associations, Un square Louls-Lecoin à l'initiative des « Amis de Lucien-Bersot », Présence libertaire dieppoise au « Temps des Livres ».
- Page 5 : L'Algérie et son avenir (suite de la « une »), Londres, 21-30 octobre : « Anarchy in UK ».
- Page 6 : Le foulard islamique (suite du ML n° 975).
- Page 7 : « La mort de Pompée, Cinna » de Pierre Corneille, L'alternative syndicale européenne en quête de perspectives sociales.
- Page 8 : Le spectre du bookchinisme.

Notes

- (1) Depuis quelque temps, Daniel Colson s'efforce d'établir une filiation entre l'anarchisme et la philosophie de Spinoza, Nietzsche, Bergson, Deleuze et Foucault. Contentons-nous ici de restaurer quelques faits : Bakounine critiqua Spinoza, de même que Descartes, Kant, Hegel, etc., pour leur incapacité à dépasser la question de l'être divin ; Kropotkine et Malatesta ne furent guère tendres avec Nietzsche qui n'attira que quelques individualistes en mal d'ego dont certains, comme Victor Serge, finirent dans les bras du bolchévisme ou d'autres, comme Massimo Rocca (= Libero Tancredi), dans ceux du fascisme. Kropotkine : « Je veux détruire l'idole qu'adore Nettlau (...) en montrant par le détail comment Nietzsche est brillant, puissant dans sa critique de la morale bourgeoise, et comment il est misérable, lorsqu'il commence à dépeindre l'individu fort » in *Lettre à Tcharkessoff* du 4 octobre 1902 ; «... le nietzschéisme est un des spurious individualismes. C'est l'individualisme du bourgeois qui ne peut exister que sous la condition d'oppression pour les masses (...) et qui n'est pas autre chose que le chacun pour soi et Dieu pour tous du bourgeois, qui crut y trouver le moyen

de s'affranchir de la société » in *Lettre à Nettlau* du 15 mars 1902. Malatesta : « Parfois, quand ils ont des lettres, ils se considèrent comme des surhommes. Ils ne s'embarrassent pas de scrupules, ils veulent « vivre leur vie » ; ils se moquent bien de la révolution et de toute aspiration future [...] ceux-là sont des rebelles, mais ce ne sont pas des anarchistes. Ils ont la mentalité et les sentiments du bourgeois frustré et, quand ils le peuvent, ils deviennent en fait des bourgeois, et pas des moins dangereux » (in *Volonté*, 15 juin 1913).

Quant à Rudolph Rocker, il ne manqua pas de souligner chez Nietzsche « l'oscillation constante entre des concepts autoritaires encore vivants et des idées véritablement libertaires » (in *Nationalisme et culture*) ; enfin, l'anarchiste et anarcho-syndicaliste Osugi Sakae, qui traduisit Bergson en japonais, appréciait Bergson et préférait voir l'influence que le philosophe avait exercé sur Sorel mais il se montrait très critique envers ce dernier (vol. VI des œuvres complètes).

(2) Le dernier exemple en date au sein de la FA avec le défunt groupe socialiste libertaire de Lille dont certains des membres ont rallié les Verts et se présentent aux élections.